

Guerre contre la drogue ou lutte pour la dignité ?

■ Saskia Simon, coordinatrice de Police Watch,
l'Observatoire des violences policières de la LDH ■

Plus d'une septantaine de fusillades ont eu lieu dans la région bruxelloise en 2024, selon des chiffres communiqués par la police fédérale à la mi-octobre au média Bruzz, qui titrera : Bruxelles, capitale des fusillades. La plupart émerge dans le contexte du trafic de drogues. Un record et, en réaction, une stratégie ultra-répressive du gouvernement bruxellois. La lutte contre ces violences passe notamment par l'identification de 16 « hotspots » dans la région, impliquant une présence policière renforcée. La guerre contre la drogue est lancée, mais elle tend souvent à faciliter son trafic illégal.

Il n'a pas fallu attendre la série « Narcos » pour que le narcotrafic évoque un imaginaire à la fois terrifiant et fascinant. Le sujet et sa violence, parfois fantasmée parfois réelle, captivent. Il s'agit ainsi plus souvent de raconter et de se faire raconter les anecdotes les plus effrayantes que de comprendre le phénomène et les ressorts de violence qu'il peut alimenter. Les fusillades à Bruxelles ne font pas exception : ce qui est rapporté dans les médias, reprenant le vocabulaire des autorités politiques, judiciaires et policières, alimente en effet cet imaginaire par des termes choisis : « Le trafic de drogue prend la ville en otage, à l'image d'Anvers ». La capitale subit les effets collatéraux d'une « guerre des gangs pour contrôler le territoire », tel parc serait l'un « des hotspots du trafic de drogue dans la capitale belge », « Anvers, première voie d'accès en Europe de la cocaïne », il faut « empêcher la Belgique de se transformer en narco-État », etc.

La même rhétorique qu'outre-Atlantique

Cette rhétorique est loin d'être anodine et doit nous alerter. Elle est en effet très similaire à celle que l'on peut retrouver dans des pays aussi différents que les États-Unis, le Guatemala ou la Colombie, malgré des différences parfois abyssales de réalités politiques, économiques, sociales et même dans les types de criminalité. Le trafic de stupéfiants en Belgique ne ressemble en rien à celui qui sévit au

Guatemala et même dans ce dernier pays, les logiques qui l'organisent et leurs effets politiques ne sont pas les mêmes d'une région à l'autre. L'organisation politique, sociale et économique de chaque région a un impact crucial sur la manière dont ce trafic se développe et sur la violence qu'il peut, ou non, générer au sein de la population. Or ces différences, fondamentales car elles portent en elles aussi les germes de solutions pour lutter contre la violence que peut générer le trafic de drogue, sont gommées par cet imaginaire de « gangs luttant au fusil mitrailleur pour gagner un territoire, sans foi ni loi, touchant des passants impuissants dans un chaos proche de l'apocalypse ». Le trait est à peine forcé. Face à cette réalité souvent fantasmée, les solutions proposées sont identiques d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre : renforcer la présence policière, durcir les peines d'emprisonnement, imposer des couvre-feux à certains quartiers, exiler les trafiquant·es, réprimer les consommateur·rices, etc.

« La guerre contre la drogue »

Pour lutter contre cette rhétorique délétère et mortifère, il convient d'abord de la déconstruire. Les recherches de Dawn Paley, publiées en 2014 sous le titre « Drug War Capitalism », sont à cet égard particulièrement éclairantes. L'autrice met en lumière dans son livre une rhétorique – et les choix politiques qui en découlent – similaire, qu'elle rassemble sous le concept de « *Drug War*, La guerre contre la drogue ». Selon cette journaliste d'investigation, la guerre contre la drogue est un concept inventé et promu par le gouvernement nord-américain à la fin des années 1960 pour faciliter « la poursuite d'un modèle économique capitaliste fondé sur la sécurité, notamment en créant un discours public qui autorise une militarisation accrue de l'État sous prétexte de mettre en œuvre des mesures de sécurité destinées à protéger les civils face aux actes odieux perpétrés par des groupes criminels ».

À partir de ses recherches et de ses lectures, l'autrice souligne le lien étroit de l'industrie des stupéfiants avec les transformations néolibérales. Elle prend ainsi pour exemple la manière dont les accords de commerce internationaux fournissent des infrastructures et de la main d'œuvre qui facilitent ensuite la contrebande : le développement des infrastructures portuaires utilisées pour le commerce international sont utilisées aussi par les trafiquant·es de drogue et l'augmentation des inégalités liées aux politiques néolibérales pousse plus de personnes à accepter de travailler dans l'économie illégale. De plus, la militarisation de l'État sous le

couvert de lutter contre le trafic de drogues facilite l'exploitation des ressources naturelles et des travailleur·euses par les compagnies transnationales. La guerre contre la drogue offre en effet un moyen de contrôle social via la criminalisation et l'incarcération massive de personnes, visant particulièrement les pauvres, les travailleur·euses, les migrant·es, etc. Dawn Paley défait ainsi l'écran de fumée que constitue la guerre contre la drogue et qui masque les processus sous-jacents de déplacements de populations liés aux activités des sociétés transnationales. Les recherches de Paley démontrent en effet que dans les pays où des programmes anti-drogues ont été menés ou soutenus par les États-Unis, le flux de drogues, loin de diminuer, a très souvent augmenté, et la violence avec lui. S'il s'agit de réduire le trafic de drogues, ce livre démontre que non seulement la guerre contre la drogue ne fonctionne pas mais que bien souvent elle le facilite.

Ceci n'est pas un narco-État

Il est ainsi nécessaire d'être attentif·ve à ne pas se laisser tétaniser par les imaginaires liés au trafic de drogues, au risque de faire des victimes des politiques néolibérales et sécuritaires de nos gouvernements les coupables de la violence qu'elles subissent les premières. Il faut, au contraire, s'appuyer sur les ressources que notre société a développées, à l'opposé des solutions sécuritaires et pénales avancées par les responsables politiques dans les médias. En effet, une série de solutions existent déjà et sont largement documentées. C'est grâce à elles que notre pays n'est pas un « narco-État » et que la violence liée au trafic de stupéfiants n'y est, somme toute, que très limitée en comparaison à d'autres pays.

1. La dépénalisation des drogues et la multiplication des salles de consommation

Le trafic de stupéfiants est depuis plusieurs années l'une des priorités des parquets du Royaume, avec pour corollaires des journées entières d'audiences judiciaires qui se succèdent pour juger des personnes, souvent jeunes et avec peu de ressources, ayant vendu ou transporté quelques dizaines de grammes de drogue. Pour ces jeunes, ce sera, dans le meilleur des cas, une peine de travail, dans le pire des cas, un passage en prison. Or, d'une part, nos prisons débordent, impliquant des conditions de détention inhumaines et dégradantes. D'autre part, la prison aggrave l'exclusion et la marginalisation des personnes condamnées, les privant encore un peu plus des ressources pour trouver une place légale et digne dans

notre société. Plusieurs études ont d'ailleurs démontré le caractère raciste et discriminatoire de la justice qui condamne plus facilement à des peines de prison lourdes des personnes racisées et avec peu de ressources financières et sociales. La surpénalisation des drogues a pour conséquence une surpénalisation de certaines catégories de la population qui les éloigne encore plus d'un travail légal, fournissant une main d'œuvre toute trouvée aux organisations criminelles.



SALLE DE CONSOMMATION À MOINDRE RISQUE, BRUXELLES
février 2024 @ Transit

Certes, le secteur judiciaire doit recevoir plus de moyens, afin de pouvoir nommer assez de magistrat·es et de personnel pour assurer correctement le travail de la justice. Mais ces moyens ne doivent pas être alloués à la pénalisation accrue des usager·ères et vendeur·euses de drogue. Ils doivent être destinés à la lutte contre l'exploitation des travailleur·euses et à l'évasion fiscale : les organisations criminelles ne paient pas d'impôt ni ne respectent les lois du travail.

Enfin, la toxicomanie est un problème de santé publique et non de sécurité. Elle doit donc être traitée par des professionnel·les de santé. Aujourd'hui, il existe quelques salles de consommation en Belgique. Si un cadre juridique a été développé au niveau communautaire, aucun cadre légal fédéral permettant aux entités fédérées de mener à bien leurs missions de prévention et de santé publique n'a été adopté, créant une insécurité juridique majeure pour les acteur·rices de la prévention. Tout au plus sont-elles tolérées par les services de police locale, la hiérarchie policière demandant alors à ses agent·es une certaine tolérance à leurs alentours. Néanmoins, cette tolérance est peu visible sur le terrain, d'après plusieurs travailleur·euses sociaux·ales. Ceux-ci rapportent que les usager·ères reviennent régulièrement demander du matériel stérile car la police les a

contrôlé-es dans le périmètre et a cassé leur matériel. « Si au moins ils confisquaient le matériel pour nous le rendre ! Nous n'avons pas assez de budget pour remplacer le matériel cassé quotidiennement par la police », s'exclame une travailleuse, exaspérée. Les salles de consommation et un accompagnement médical approprié permettent d'éviter un nombre important de problèmes liés à la consommation, que ce soit pour le consommateur·rice ou pour les personnes amenées à croiser son chemin (consommation en rue, overdose, transmission de maladie, etc.).

2. Définancer la police et refinancer les services et professionnel·les de santé de première ligne

De nombreuses études ont démontré l'effet contre-productif de la chasse puis de la pénalisation des toxicomanes. Dans un contexte de pénalisation accrue, la présence policière fait certes fuir les toxicomanes mais elle ne les fait pas disparaître. Elle rend par contre l'accès à du matériel stérile, à des soins et des ressources pour éventuellement initier un parcours de sevrage et de réinsertion extrêmement difficile, voire impossible. À cet égard, la création des équipes mobiles est une initiative à saluer. Ces équipes, composées de personnel psychomédical, parcourent les rues des villes (Bruxelles mais aussi en Wallonie) à l'appel de la police pour prendre en charge des personnes présentant un problème psychiatrique, intoxiquées ou non, et troublant l'ordre public. Ces professionnel·les soulignent toutefois les limites de leur action : sans solution pérenne à proposer aux personnes en termes d'accès à un logement, notamment, iels ne peuvent que soigner la personne, lui offrir un repas et la remettre en rue. De nombreuses études ont souligné le lien étroit entre la privation de chez-soi stable et salubre et la consommation de drogue. Limiter la toxicomanie au sein de la population passe donc, notamment, par donner accès à toutes et tous à un logement digne. Ici aussi, de nombreuses solutions sont à disposition des pouvoirs publics : création de logements sociaux, encadrement des loyers, légalisation des squats, etc.

Ce ne sont que quelques pistes, elles ne sont pas neuves ni originales mais elles nécessitent une volonté politique pour leur allouer des moyens au lieu de renforcer les dispositifs policiers. On a essayé la répression pour lutter contre ce phénomène depuis plusieurs décennies maintenant et le constat est celui d'un échec flagrant. En outre, le caractère contre-productif de cette politique n'est plus à démontrer. Ne serait-il pas temps d'essayer autre chose ? Pour mettre fin aux fusillades en Belgique, il ne faut pas faire la guerre à la drogue mais aux politiques néolibérales mortifères.